

L'Âne est-il encore capable de combattre ?

Etat des lieux et perspectives pour le parti démocrate

Apparu il y a plus d'un siècle, le symbole national du Parti Démocrate est un âne en position offensive, frappant de ses pattes arrière un ennemi invisible¹. Cette vision dynamique semble être bien éloignée de l'image que l'on peut se faire des Démocrates américains de ce début de 21^{ème} siècle. Aujourd'hui, c'est l'éléphant républicain qui frappe, et il frappe fort, laissant l'âne démocrate dans un triste état dont on ne sait pas s'il sera permanent ou provisoire.

Pourtant, bon nombre d'Européens semblent avoir mis tous leurs espoirs dans le parti démocrate pendant l'élection présidentielle américaine de 2004. L'opinion publique de l'Union a clairement ressenti cette échéance comme étant de première importance, ayant une influence majeure sur la situation politique internationale². Ce point de vue s'est clairement associé à une approche anti-Bush. Approche autant due au fait que l'Europe est dans l'ensemble plus libérale au niveau politique que les Etats-Unis, qu'au discours démagogique européenophobe et franchement francophobe de certains Républicains³. Elle a eu pour conséquence une certaine glorification de l'adversaire démocrate, à tel point que l'image européenne de John Kerry et de son parti a parfois été en décalage avec les faits⁴, le projet politique du candidat démocrate étant souvent plus imaginé que réellement connu. Ces illusions se sont parfois concrétisées dans des actions non seulement contre-productives mais significatives de cette méconnaissance européenne de la vie politique américaine. Ainsi, en octobre 2004, le journal anglais *The Guardian* a appelé ses lecteurs à écrire des lettres personnelles à des électeurs de l'Ohio afin de les convaincre de ne pas voter pour M. Bush. Comme on peut l'imaginer, cette initiative a provoqué la colère des correspondants américains, ne supportant pas d'être traités en mineurs sur le choix du chef de leur exécutif. Il ne s'agit que d'une illustration de ce qu'une analyse trop simplifiée d'une situation politique, ou en tout cas résumée à un seul facteur (le rejet anti-Bush), peut produire de fâcheux, renforçant les préjugés mutuels. Les décideurs et les citoyens européens se doivent d'adopter une approche moins marquée par la grille de lecture politique du Vieux Continent pour mieux comprendre le fonctionnement interne de l'Hyperpuissance. Même les Européens persuadés qu'une Amérique dirigée par un autre homme que le président Bush serait plus proche de

l'esprit de l'UE ne peuvent éviter de se poser les questions suivantes : qu'est ce que le parti démocrate américain aujourd'hui ? Quelle a été son évolution, quelles sont ses idées, et quelles sont ses perspectives d'avenir ?

Des « Vieux » aux « Nouveaux » Démocrates, ou le déplacement du parti démocrate vers le centre.

L'expression « Démocrate » est née en 1834. Elle désignait une formation politique marquée par les traits du vieux parti « républicain démocratique », fondé par 1792 par Thomas Jefferson. Dès cette époque, être Démocrate signifiait adopter une logique anti-élitiste et populiste.

C'est en partie cet engagement populaire qui a permis au parti démocrate de connaître ses meilleures années, entre 1932 et 1966. C'était alors l'époque glorieuse de ceux qu'on appelle les « Démocrates New Deal », ou les « Vieux Démocrates ». Comme le rappelle Ruy Teixeira⁵, ces politiciens ont uni l'approche populiste originelle du parti à leur propre expérience de la Crise de 1929. Leur approche des devoirs d'une administration fédérale était simple : l'argent des impôts devait servir à améliorer la vie du citoyen américain et permettre potentiellement aux membres des classes populaires de s'introduire un jour dans les rangs de la classe moyenne. A cette époque, le militant-type du parti est un homme blanc, chrétien, col bleu, syndiqué. On retrouvait certes, dans les rangs du parti, des minorités ethniques et religieuses, comme des Africains-Américains ou des Américains de confession juive. En effet, l'approche anti-raciste était présente depuis longtemps dans le parti, au moins théoriquement. Mais le militant-type évoqué plus haut représentait, sans conteste, la principale base des Démocrates. Et cette base n'était pas sans ambiguïtés : un bastion du parti démocrate fut, jusque dans les années 50 et 60, le Sud profond. Ce bastion a été profondément ébranlé par le choix de Truman, en 1948, de rejeter la ségrégation ethnique. Dans les années 60, le militant-type a été choqué par la subversion des valeurs traditionnelles, et par la concurrence d'autres groupes progressistes réclamant au parti que leur voix soit écoutée, comme les Africains-Américains ou les homosexuels. L'approche anti-guerre et l'esprit libertaire du milieu étudiant furent également rejetés comme moralement et politiquement répréhensibles. Le militant des années 30 ou 40 voyait son mode de vie et ses valeurs

(religieuses, familiales, voire ethniques pour ceux qui rejetaient la déségrégation) comme mis en péril par ces nouveaux groupes écoutés par la direction démocrate. Cette situation avait des conséquences économiques, l'argent des contribuables étant également utilisé pour aider les minorités. Comme le rappelle Karen Philips⁶, on est passé d'une situation où une minorité payait des impôts au profit d'une majorité, à une situation inverse. Par ailleurs, la base traditionnelle des Vieux Démocrates devait naturellement s'estomper avec l'évolution de l'économie, qui passait à l'âge post-industriel, transformant les classes populaires et leurs attentes.

La vieille garde démocrate n'a pas réussi à substituer une autre coalition d'intérêts susceptibles de permettre de grandes victoires électorales suite à ces changements. Cela peut expliquer les défaites électorales de 1968, 1972, 1980, 1984, 1988, et aussi les échecs catastrophiques de 1994 (« l'année de l'homme blanc en colère » selon Thomas Byrne Edsall⁷) qui ont vu les Démocrates perdre la Chambre des Représentants et le Sénat. L'approche des « Nouveaux Vieux Démocrates », gardant l'esprit du New Deal mais acceptant d'écouter les différents groupes et d'inclure leurs doléances dans le programme démocrate, n'a pas réussi à sauver le parti. D'où l'approche d'un certain nombre de Démocrates, prônant un retour au centre et la défiance face à la tendance progressiste : les « Nouveaux Démocrates ». Ils se sont d'abord organisés en réponse à la défaite sans précédent du candidat Walter Mondale face à Ronald Reagan en 1984⁸. Les leaders de cette mouvance, Will Marshall et Al Fromm, ont fondé le *Democratic Leadership Council* (DLC) en 1985 pour promouvoir leur approche centriste. La nouvelle défaite démocrate a renforcé leur approche selon laquelle seul un recentrage du parti pouvait sauver les Démocrates. Pour mieux diffuser leurs idées dans les cercles politiques, ils fondèrent leur propre *think tank*, le *Progressive Policy Institute* (PPI). La naissance de ce groupe de réflexion fut possible d'abord grâce à l'aide financière apportée par des milieux d'affaire de Wall Street satisfaits de la position très libérale des Nouveaux Démocrates. Très vite, le DLC a soutenu des positions très à droite par rapport à l'approche de nombreux Démocrates : à la fin des années 80, à l'exemple des néoconservateurs républicains⁹, ils ont ainsi soutenu la rhétorique de Reagan en politique étrangère, et rejeté la politique de discrimination positive.

Cette mouvance à l'intérieur du parti a connu son heure de gloire grâce au président Clinton, qui a repris bon nombre de leurs idées. Dans un sens, c'est Clinton qui a fait du DLC une puissance majeure dans le parti, et non le DLC qui a fait Clinton, comme ont pu l'insinuer aussi bien les Nouveaux Démocrates que Ralph Nader. Loin d'être l'homme d'un seul camp,

Clinton a su faire une synthèse des différents courants à l'intérieur du parti, ce qui lui a permis de l'emporter. Par ailleurs, si cette approche plus proche du centre a pu permettre un règne démocrate sur la Maison Blanche pendant la majeure partie des années 90, il n'est pas certain qu'il s'agisse de la principale cause des victoires de Clinton¹⁰. Par contre, le centrisme de Clinton a pu désabuser les militants de gauche les classes populaires pendant les années 90, ce qui pourrait expliquer le peu de popularité du parti après l'ère clintonienne¹¹. Ce recentrage a par ailleurs donné toute sa légitimité à la candidature de Nader en 2000, avec les résultats que l'on sait.

Quoi qu'il en soit, les Nouveaux Démocrates ont renforcé avec le temps leur tendance à se rapprocher de la droite. Incapables de prendre en compte les effets désastreux du scandale Lewinsky et les défauts personnels de Gore, ils ont fait porter toute la faute de la défaite de 2000 sur le discours populiste tenu par le candidat. Cette approche n'a d'autre fondement qu'idéologique, car selon John B. Judis et Ruy Teixeira, c'est ce discours populiste qui a permis à Gore de préserver une part du vote populaire. Par contre, ils n'ont pas pris en compte le fait que le candidat démocrate, ainsi que son colistier, Joe Lieberman, avaient tout deux des liens idéologiques très forts avec le DLC. Cette défaite de 2000 était donc en partie un démenti cinglant de la popularité des idées prônées par les Nouveaux Démocrates. Quoi qu'il en soit, suite à cette défaite mise sur le compte du progressisme, cette mouvance a choisi la voie d'une reprise de la pensée néoconservatrice, en terme de politique étrangère notamment¹². Ils sont allés jusqu'à s'associer aux néoconservateurs dans « le Comité pour la Libération de l'Irak » lancé fin 2002, soutenant le projet d'intervention militaire. Ils se sont par ailleurs associés aux mêmes néoconservateurs dans deux lettres ouvertes lancées par le PNAC¹³, visant à soutenir une implication de longue durée en Irak. Même si le président du PPI, Will Marshall, a pu affirmer que les Nouveaux Démocrates se présentaient comme une alternative aussi bien aux faucons républicains qu'à la gauche anti-guerre, force est de constater que la différence entre les néoconservateurs de gauche et les néoconservateurs de droite a pu être difficile à déceler.

Situation des Démocrates sous l'administration Bush

Les années qui ont été marquées par l'administration Bush ont clairement montré à quel point les Démocrates se sont retrouvés dans une situation politique défavorable, presque désespérée.

En un mot, on peut dire que les Républicains ont totalement gagné la guerre idéologique. Ils ont réussi à définir les termes du débat politique américain. C'est notamment le cas pour la politique étrangère. Alors que les années 90 ont vu le triomphe de l'approche clintonienne, d'abord intéressée par la politique intérieure, les Républicains et notamment les néoconservateurs ont investi la réflexion sur les affaires étrangères, devenue pour le moins primordiale pour les Américains depuis le 11 septembre¹⁴. Alliés aux nationalistes dans le camp conservateur, comme Dick Cheney, ils ont réussi à donner une image générale claire et forte de l'idéologie républicaine actuellement dominante, qui n'est pas sans relation avec les récentes victoires du parti de l'Eléphant¹⁵. En effet, comme cela a été mi en avant par Karl Rove¹⁶ en 2001, la division partisane est devenue beaucoup plus importante aujourd'hui, notamment depuis les présidentielles de 2000. Les élections ne se gagnent plus forcément au centre, mais d'abord en ralliant son électorat naturel au sens large. Pour Rove, les Républicains se devaient donc d'être clairement à droite, y compris pour attirer en masse les évangélistes et les électeurs très conservateurs. Alors que les Démocrates, y compris lors des dernières élections présidentielles, se sont montrés très centristes, faisant le choix de la modération, les Républicains ont préféré l'offensive idéologique tous azimuts, ce qui explique en partie leur succès.

Le parti conservateur a même réussi à investir politiquement des thèmes considérés depuis toujours comme clairement démocrates. Par exemple, la question des classes sociales, et de la défense de l'Américain moyen face aux élites. Comme évoqué plus haut, il s'agissait du thème démocrate par excellence, celui qui représentait l'une des principales raisons d'être du parti. Or aujourd'hui, les centristes démocrates refusent cette approche, alors que les Républicains proches de l'administration Bush ont réussi à se l'approprier. Pendant sa campagne, John Kerry n'a pas su combattre l'image que ses ennemis faisaient de lui, à savoir celle d'un riche aristocrate trop éloigné des vrais problèmes du peuple américain. Un comble lorsqu'on connaît la situation socio-économique de la famille Bush, les Républicains ont

utilisé délibérément la situation privilégiée de Kerry pour le discréditer. On repense par exemple à la publicité lancée par le groupe conservateur *Citizen United* dénonçant ses coupes de cheveux à 75 dollars, ou ses multiples propriétés. Plus généralement, les Républicains ont habilement transformé les classes sociales en question plus culturelle qu'économique. Ils ont présenté le pays comme étant sous la menace de riches progressistes anti-religieux, trop éloignés du peuple américain pour le comprendre. Ils se faisaient, quant à eux, les défenseurs du citoyen lambda, croyant, honnête travailleur, ne parlant pas français, et patriote. Comme le rappelle Thomas Frank¹⁷, aujourd'hui, même quand ce n'est pas le cas dans les faits, grâce au symbolisme culturel donné à la notion de classe aux Etats-Unis, les conservateurs sont toujours vus comme des patriotes résolus. De leur côté, les progressistes sont souvent considérés comme peu sûrs quand il s'agit de défendre les intérêts américains. L'exemple qu'il met en avant, la gestion de la question nord-coréenne, est pour le moins significatif : l'administration républicaine n'a guère souffert dans l'opinion d'une politique aux résultats incertains. En effet, cette dernière considère que pour s'occuper d'une telle question, il faut montrer un esprit résolu et non une approche diplomatique trop molle. Le président Bush est déjà considéré comme quelqu'un de fort : personne ne se pose donc la question de savoir si un président démocrate aurait fait un meilleur travail sur ce dossier.

Cette perception est d'autant plus forte que les Républicains savent se montrer offensifs en terme de propagande et de tactique politiques, face à des Démocrates très souvent sur la défensive. Contrairement à Bush père, qui avait fait une claire distinction en 1990 entre les élections législatives et le débat sur une éventuelle guerre contre l'Irak¹⁸, l'administration du 43^{ème} président a choisi de lancer un débat sur une nouvelle guerre d'Irak pendant l'été 2002, à l'approche de ce même type d'élections. La direction démocrate ayant décidé de s'incliner et de suivre totalement l'administration sur la question de la guerre, la sécurité nationale s'est de nouveau retrouvée au centre des débats, contrairement aux questions intérieures où les Démocrates auraient pu affirmer leurs différences et présenter une alternative viable. Revenus sur le terrain du patriotisme, l'approche culturelle pouvait de nouveau jouer, et au nom d'une vision modérée, une alternative aux positions républicaines ne pouvait être donnée dans ce domaine. Les Républicains dominèrent donc le débat, et purent s'appuyer sur l'approche culturelle évoquée plus haut, ce qu'ils firent à outrance. Utilisant toujours l'arme habituelle du doute quant au réel patriotisme des progressistes, ils allèrent par exemple jusqu'à salir un héros de guerre démocrate. Max Cleland, Démocrate candidat pour les élections sénatoriales de Géorgie, est en effet un triple amputé, qui a perdu ses deux jambes et un de ses bras

pendant la guerre du Vietnam. Cela n'a pas empêché son concurrent républicain¹⁹ de questionner son patriotisme, et de l'associer à Ben Laden dans une publicité partisane.

De plus, non seulement les Républicains attaquent avec virulence l'image des Démocrates, mais ces derniers semblent ne pas toujours être capables de donner une bonne image d'eux-mêmes. La campagne présidentielle est encore ici un bon exemple. L'un des principaux problèmes de Kerry est qu'il n'a pas su toucher le cœur des Américains, qu'il n'a pas pu faire disparaître ce côté « distant » qui lui a été maintes fois reproché. On se rappelle de la phrase mi-exaspérée mi-désespérée d'un soutien de Kerry, le membre du Congrès Joe Moakley, lors d'une campagne de réélection en 1996, face à des syndiqués, pourtant censés voter naturellement pour le candidat démocrate : « *Mon Dieu, vous devez juste voter pour Kerry. Je ne vous demande pas de boire une bière avec ce type* ». Comme a pu le faire remarquer le journaliste du *Washington Post* Mark Leibovich, le fait est que l'électeur américain lambda pourrait naturellement être plus porté à prendre une bière avec le président Bush ou un membre de son gouvernement, plutôt qu'avec Kerry²⁰.

Enfin, on ne peut que constater le manque de vitalité idéologique du parti démocrate. On l'a vu plus haut, la vision politique des « Nouveaux Démocrates » est proche de celles des néoconservateurs, elle-même dominante dans le camp républicain, ce qui n'est pas sans ajouter de la confusion dans la définition de la gauche et de la droite aux Etats-Unis²¹. Par ailleurs la modération montrée par la direction démocrate n'a pas amené à des positions différentes et claires de la part du parti censé être dans l'opposition depuis 2000. Sur l'Irak, force est de constater que le colistier de Kerry, John Edwards, a choisi de soutenir une ligne que ne renieraient pas les faucons du côté républicain. En effet, malgré l'impossibilité matérielle de l'administration Bush de trouver des armes de destruction massive en Irak, ce dernier soutient que la guerre a été une bonne chose, car l'Irak ayant souhaité se doter d'armes de destruction massive dans le passé, il considérerait ce pays comme une menace en soi pour les Etats-Unis²². Quant au candidat lui-même, ses propres inconsistances quant à cette question ont clairement joué contre lui, et on a eu du mal à discerner une politique étrangère différente de celle des Républicains dans ses propos²³. Plus largement, les électeurs américains ont eu toutes les peines du monde à faire la différence entre la majorité du programme de Kerry et celui du président sortant²⁴. Ainsi, sur la question militaire, les vues démocrates et républicaines sont similaires, Kerry demandant juste à ce que les choses soient faites vite et mieux pour adapter l'armée américaine aux nouvelles menaces²⁵, approche plutôt facile pour toute personne ne se trouvant pas au pouvoir.

Paradoxalement, c'est plutôt du côté conservateur qu'il faut chercher une vraie critique idéologique de l'approche de l'administration, ce qui est en soi une preuve supplémentaire de l'essoufflement intellectuel démocrate. Ce sont surtout des Républicains réalistes, qui rejettent l'approche trop idéologique, venant notamment des néoconservateurs²⁶, et qui est usée au détriment des faits. A côté des conservateurs classiques, comme le journaliste George F. Will, on retrouve les libertariens américains, notamment regroupé dans le think tank *Cato Institute*. Pour ces défenseurs inconditionnels de la liberté et d'un Etat aux prérogatives limitées, la politique impériale menée par l'administration Bush est mauvaise pour le porte-monnaie et pour la sécurité de l'ensemble des Américains²⁷. Ils osent poser des questions qu'on penserait pouvoir venir de la gauche du parti démocrate, telles que « la politique extérieure américaine nourrit-elle le terrorisme ? »²⁸. Même si ce groupe se trouve relativement isolé aujourd'hui, il a le réel mérite d'alimenter un débat auquel nombre de Démocrates ne participent plus que du bout des lèvres, ce qui ne peut être que dommageable pour un parti d'opposition, et ce qui explique peut-être sa situation actuelle.

La recherche d'un renouveau démocrate

Mais la tendance pourrait bien s'inverser dans les années à venir. En effet, ce triste état des lieux n'a pas été occulté par les leaders et les militants démocrates. Autant que l'époque d'importantes défaites politiques et idéologiques, les présidences de W. Bush pourraient être la période d'un certain renouveau démocrate.

Un renouveau qui pourrait d'abord venir de la gauche du parti. Sa voix, qui avait été éclipsée par le discours centriste dominant dans les années 90, se fait de nouveau entendre, notamment en réponse à la politique très droitiste de l'administration actuelle. Elle apparaît d'autant plus naturellement que la polarisation politique aux Etats-Unis, divisant profondément le peuple américain, s'est clairement confirmée ces dernières années. On en a un exemple flagrant avec la question irakienne²⁹, où le peuple de droite a concentré son indignation sur la mise à mort de Nicholas Berg par des djihadistes en Irak. De son côté le peuple de gauche, plus critique par rapport à la guerre telle qu'elle a été décidée et menée jusqu'ici, a lié le meurtre de Berg aux évènements d'Abu Ghraib et à la politique étrangère

américaine dans la zone. Ce peuple de gauche, plus proche, par définition, de la section progressiste du parti démocrate que des Nouveaux Démocrates, a d'abord trouvé une voie par le biais d'internet. MoveOn en est l'exemple le plus flagrant. Ce groupe, d'abord né de la lutte contre l'impeachment de Clinton, s'est imposé comme une révolte citoyenne et progressiste face à l'administration. Alors que les Démocrates du centre acceptaient la rhétorique amenant à une guerre contre l'Irak, MoveOn a exprimé les idées d'une partie silencieuse de la population américaine, en menant la réflexion anti-guerre. Auparavant, face aux événements du 11 septembre, le groupe a mis en avant une approche différente des groupes de réflexion de droite dominant le débat sur la question, en appelant « à la justice, et non à l'escalade de la violence », ce qui signifiait avant tout éviter les politiques frappant les populations civiles et contribuant au cercle vicieux des violences répondant à d'autres violences. Ici MoveOn jouait le rôle d'opposition idéologique que les Démocrates ne savaient plus tenir. Par ailleurs, le groupe a créé une véritable révolution politique en levant des fonds via internet. Cette technique a enfin permis de rendre rentable la collecte de petites sommes faites par de simples citoyens³⁰, qui retrouvait ici un certain pouvoir politique face aux grands donateurs. Pendant la campagne présidentielle de 2004, MoveOn a compté dans ses rangs plus de deux millions d'Américains, plus que les troupes de la Coalition Chrétienne à l'apogée de sa gloire. Howard Dean, autrefois connu pour être plutôt proche des centristes avant de vouloir représenter « l'aile démocrate du parti démocrate » n'a donc fait que suivre un mouvement de fond d'importance, qui pourrait avoir une influence non négligeable dans la renaissance politique des Démocrates.

Mais le renouveau pourrait également venir d'une position plus modérée du centre, dans un esprit d'union avec la gauche du parti, pour mieux vaincre les Républicains. Les centristes du DLC semblent chercher à se rapprocher de la gauche du parti. Il y a clairement une crise d'identité dans cette formation. L'illustration la plus flagrante de cette crise se retrouve dans la campagne pro-Dean, plutôt anti-DLC, dans laquelle on a retrouvé des personnalités importantes de ce mouvement, comme Elen Kamark, analyste du PPI³¹. Des personnes de l'entourage de John Edwards et appartenant au DLC, jusqu'à son président Bruce Reed, se sont montrées en faveur d'un ton plus populiste allant jusqu'à dénoncer les traités de libre-échange pourtant soutenus, il y a peu, par les centristes. Ce rapprochement avec les frères ennemis à l'intérieur du parti démocrate est principalement dû à deux causes. Tout d'abord, les victoires républicaines face aux Démocrates amènent à resserrer les rangs face à l'ennemi politique commun. Ensuite, en termes économiques, la politique de Bush est très libérale,

favorisant les grandes entreprises, qui le lui rendent bien. Alors que lors des élections de 2000, ces dernières avaient soutenu autant les Républicains que les Démocrates, en 2004 Wall Street a choisi une attitude partisane sans précédent, en faveur du président Bush³². Les plus grands courtiers et banquiers de New York ont non seulement soutenu le candidat républicain avec leur argent, mais ils ont contacté clients, amis, et dirigeants d'entreprises pour les appeler à contribuer à la réélection du 43^{ème} président. La liste des « Rangers », c'est-à-dire des personnes ayant contribué pour au moins 200 000 dollars à la campagne du président Bush, est un détail de la fine fleur de l'élite économique : on y retrouve les dirigeants de grandes firmes comme *UBS Wealth Management USA* ou *Meryll Lynch and Co.* Si ce soutien est à ce point important, c'est non seulement pour les choix que le président a fait et qui leur a été profitable, mais aussi parce qu'ils ont des attentes pour l'avenir, comme par exemple rendre permanente la politique de réduction des impôts. Ladite politique, qui est sans conteste en faveur de la part la plus riche de la population américaine, ne peut qu'aller à l'encontre des sentiments profonds d'un Démocrate, et même les Nouveaux Démocrates ne peuvent que s'y opposer à terme, ne serait ce que pour maintenir l'union du parti.

Si ce rapprochement entre la gauche et le centre du parti est un fait, on ne peut prédire si cette situation l'emportera sur les déchirements internes dans les années à venir. Un certain nombre de centristes, y compris Hillary Clinton, ont tendance à concevoir un positionnement modéré, en opposition avec les progressistes, comme le chemin le plus court pour un retour à la Maison Blanche.

Une dernière perspective de renouveau peut voir le jour par le biais d'une approche visant à rejeter, ou en tout cas à ne pas prendre en compte, la division entre le centre et la gauche du parti démocrate. C'est un état d'esprit qui n'est pas si éloigné de celui qu'on trouve dans la jeune base militante plutôt classée à gauche, que nous avons évoqué un peu plus haut. Il s'agit moins ici de retomber dans les vieilles luttes du passé, entre Vieux et Nouveaux Démocrates, que de s'unir pour reconquérir le pouvoir et vaincre l'administration Bush. C'est cet esprit de reconquête que l'on retrouve notamment avec le *Center for American Progress*. Ce think tank a été fondé en 2003 par John Podesta, un ancien de l'administration Clinton, dans un esprit de contre-attaque idéologique. Il s'agit clairement pour lui de s'opposer et de s'inspirer des think tanks conservateurs qui dominent la capitale fédérale depuis au moins une génération. Pour cela, le point de vue de Podesta est qu'il faut rompre avec la logique uniquement réactive acceptée jusque là par les Démocrates, qui laissait les Républicains imposer les termes du débat politique, et se lancer dans la production d'idées neuves. Mais

pour Matt Bai du *New York Times*³³, un point fondamental oppose le CAP à la « success story » de la très conservatrice *Heritage Foundation*. Alors que le premier naît de l'élite du parti démocrate souhaitant revenir au pouvoir dans le court terme, le second est d'abord né d'une philosophie, très éloignée à certains égards de l'establishment conservateur de l'époque, mais prête à tout pour s'imposer, y compris contre les leaders du parti républicain. La tension révolutionnaire est une donnée à ne pas négliger dans la victoire des idées de la *Heritage*. Le CAP pourra-t-il permettre une victoire idéologique des Démocrates malgré sa plus grande modération initiale, ou les circonstances (de nouvelles défaites à l'avenir, renforcement de la gauche du parti) amèneront-elles à ce même esprit révolutionnaire rencontré plus de trente ans plus tôt du côté conservateur ? L'échéance de 2008 amènera sans doute un premier élément de réponse à cette question.

Le parti démocrate américain est donc bien plus complexe que ce que l'approche « Tout sauf Bush » pouvait amener à faire croire en Europe. On est loin d'une banale division « gauche/droite ». Les différences à l'intérieur du groupe sont conséquentes, et certaines approches idéologiques ne sont pas sans rappeler les prises de décision et les choix intellectuels de Républicains dont l'approche est rejetée par beaucoup d'Européens. A l'inverse, certains conservateurs réalistes voient les choses d'une façon plus généralement acceptable pour une grande partie des citoyens de l'Union. C'est un point que tout analyste européen ne peut omettre à l'avenir, si le but recherché est une analyse vigoureuse de la vie politique américaine, et de ses conséquences sur l'actualité internationale. Les « faiseurs d'opinion » européens se doivent de suivre les débats à l'intérieur de chaque camp, et non en choisir un par simple rejet de l'autre.

Quoi qu'il en soit, l'évolution des Démocrates reste encore incertaine. Le besoin d'une redéfinition de soi est clairement ressentie par le parti démocrate après ses défaites et sa perte de vitesse dans le cœur et l'esprit des Américains. L'effet cathartique de la candidature Dean a réveillé la gauche du parti, qui pourrait redonner aux Démocrates leur identité perdue. Ce retour aux racines populistes, associé à un véritable travail de reconquête intellectuelle, menée par des groupes de réflexion comme le *Center for American Progress*, pourrait leur permettre de revivre de véritables moments de gloire politique. La tentative de doubler l'administration actuelle sur sa droite, ou en tout cas de rester fermement attaché au centre, est également une



possibilité. Jusque là, cette dernière formule a montré ses limites, même si on peut lui attribuer en partie « l'effet Clinton ». Peut-être que Madame Clinton sera capable de refaire en 2008 ce que son époux a réussi avant elle, mais même une victoire électorale ne signifiera pas que le parti de l'âne sera sorti d'affaire. Tant que le champ de bataille des idées restera clairement dominé par la droite de l'échiquier politique américain, une élection gagnée ne sera guère plus qu'un sursis, et une alternance en trompe-l'œil.

Didier Chaudet,
Analyste politique pour Euro-Power

¹ Ce symbole est dû à un dessin politique du *Harper's Weekly* du 19 janvier 1870, représentant un âne frappant un lion mort. Aujourd'hui, un logo stylisé a gardé l'animal en action, sans que sa cible apparaisse.

² Voir Sarah Lyall, « Europeans Like Bush Even Less Than Before », *The New York Times*, 9 mai 2004.

³ Ainsi, John Kerry s'est vu reprocher de « faire Français », et le fait qu'il sache parler la langue de Molière a pu servir d'arme politique dans la bouche des Républicains. Plus étonnant encore vu du côté européen de l'Atlantique, Zell Miller, un sénateur démocrate passé dans le camp républicain lors des dernières élections, a même fait savoir pendant la Convention républicaine que, de son point de vue, si John Kerry était élu, il laisserait Paris décider du moment où les Etats-Unis peuvent se défendre.

⁴ Voir par exemple Bruno Tertrais, « Kerry, les illusions européennes », *Le Figaro*, 11 mars 2004.

⁵ Ruy Teixeira, « Old Democrats and the Shock of the New », in Peter Berkowitz, *Varieties of Progressivism in America*, Stanford, Hoover Institution Press, 2004.

⁶ Karen Philips, *The Emerging Republican Majority*, New York Arlington House, 1969, cite par Ruy Teixeira, p.7.

⁷ Thomas Byrne Edsall, in Peter Berkowitz (ed.), op. cit., p.45.

⁸ Reagan a vaincu son opposant démocrate dans tous les Etats, exceptés le District de Columbia et le Minnesota.

⁹ Avec lesquels ils auront de plus en plus d'idées en commun, ce qui peut se comprendre vu que les deux groupes se sont constitués à peu près au même moment, et à partir des mêmes fondements. Les néoconservateurs sont des anciens Démocrates passés du côté républicain notamment pour soutenir la candidature Reagan, et pour mieux rejeter les idées progressistes présentes dans leur ancien parti. Les Nouveaux Démocrates, sans changer de camp, se sont fortement opposés au progressisme, ont soutenu une approche plus conservatrice pour les questions domestiques et plus dure dans les affaires internationales de l'intérieur du parti. Ce sont, en quelque sorte, des néoconservateurs de gauche.

¹⁰ Pour la victoire face à Bush père, il ne faut pas oublier l'impact du troisième candidat, Ross Perot, qui a sans doute été fatal au président sortant. Quant à la réélection de Clinton, elle est d'abord due à une situation économique très satisfaisante, et à la faiblesse de Bob Dole en tant que candidat.

¹¹ La gauche du parti aura en particulier été heurtée par l'ALENA, traité de libre-échange voulu par Clinton.

¹² Tom Barry « Liberal Hawks : Flying in Neocon Circles », IRC, www.irc-online.org.

¹³ *Project for the New American Century*, le principal think tank néoconservateur.

¹⁴ Voir Stefan Halper et Jonathan Clarke, *America Alone, The Neoconservatives and the Global Order*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004, p.183.

¹⁵ L'éléphant est l'animal-totem du Parti Républicain.

¹⁶ Conseiller en communication du président W. Bush.

¹⁷ Thomas Frank, « What's the Matter With Liberals ? », *New York Review of Books*, 12 mai 2005, volume 22, n°8.

¹⁸ Il a choisi de reporter le débat à la fin des élections.

¹⁹ Point qui a son importance, ledit opposant, S. Chambliss, n'a jamais servi dans l'armée américaine.

²⁰ Mark Lebovich, « John Six-Pack », *Washington Post*, 25 avril 2004.

²¹ Pour plus de détails sur l'importance néoconservatrice, voir Didier Chaudet, *Les néoconservateurs face à l'islam*, Paris, Eurorient, 2005, section III.

²² Stephen Zunes, « Democratic Party Platform Shows Shift to the Right on Foreign Policy », *FPIF Report*, 5 août 2004, www.fpif.org

²³ John VandeHei, « Kerry Struggles On Iraq Issue », *Washington Post*, 1^{er} mai 2004.

²⁴ John VandeHei, « Despite Rhetoric, Bush, Kerry Agree on Many Issues », *Washington Post*, 9 mai 2004,

²⁵ Jodi Wilgoren, « Kerry Says He Will Adapt Military for New Dangers », *New York Times*, 4 juin 2004.

²⁶ Dana Milbank et Jonathan Weisman, « Conservatives Restive About Bush Policies », *Washington Post*, 10 mai 2004

²⁷ Christopher Preble, « An Empire is not needed to fight the War on Terror at Home or Abroad », *The Orange County Register*, 7 septembre 2003, repris le 17 septembre sur le site du *Cato Institute*, www.cato.org.

²⁸ Ivan Elan, « Does U.S. intervention overseas breed terrorism ? The Historical Record », *Cato Institute Policy Briefing*, n°50, 17 décembre 1998.

²⁹ Stephen Kinzer et Jim Rutenberg, « Grim Images Seem to Deepen Nation's Polarization on Iraq », *New York Times*, 13 mai 2004.

³⁰ La moyenne des donations était de 35 dollars environ en 2000.

³¹ Franklin Foer « Center Forward ? The Fate of the New Democrats » in Peter Berkowitz (ed.), op. cit., p.98.

³² Ben White, « Wall Street Bankers, Reelection Backers », *Washington Post*, 22 janvier 2004.

³³ Matt Bai « Notion Building », *New York Times*, 12 octobre 2003.